

Revue pénitentiaire et de droit pénal

I) Instruction

- A) L'inconstitutionnalité de la procédure de restitution des biens saisis à l'occasion de l'information judiciaire au regard des droits fondamentaux (*note sous Cons. const. décision n°2015-494 QPC du 16 octobre 2015*)
- B) L'enregistrement audiovisuel obligatoire en présence du juge d'instruction (*note sous Cass. crim. 13 mai 2015, n° 14-87.534*)
- C) La préservation de l'ordre public : critère déterminant du maintien en détention provisoire (*note sous CEDH 30 juillet 2015 LOISEL c/ France, Req. n° 50104/11*)

II) Droits de la défense

- A) L'incertitude de la nature juridique de l'expertise médicale en matière d'agression sexuelle (*note sous Cass. crim. 23 septembre 2015, n° 14-84.842*)
- B) Le refus d'informer l'avocat choisi reconnu comme une atteinte aux droits de la défense (*note sous Cass. crim. 21 oct. 2015, n° 15-81.032*)
- C) Gendarmerie, Police et légitime défense : Une inégalité confirmée par les juges (*note sous Cass. crim. 9 septembre 2015, n° 14-81.308*)